

"JE PENSAIS QUE MACRON GOUVERNERAIT EN SOCIAL-DÉMOGRATE"

Droitisation d'Emmanuel Macron, erreurs de François Hollande, révélations sur les cercles du pouvoir... L'ancien secrétaire général de l'Élysée livre sa vérité

Propos recueillis par SYLVAIN COURAGE et DOMINIQUE NORA Photo DAVID BALICKI



▲ A Paris, le 18 septembre.

► Septembre 2015. Le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, et le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, discutent après un conseil des ministres. Les deux hommes se sont rencontrés dix ans plus tôt, à l'inspection des Finances.



Vous parlez d'Emmanuel Macron comme de votre « protégé » depuis 2005, pourtant vous êtes aujourd'hui déçu par ce « séducteur indifférent »...

Le livre décrit mes relations personnelles avec Emmanuel Macron, et leur évolution. Quand j'arrive à la tête de l'inspection générale des Finances en 2005, j'y trouve une promotion ultra-brillante, dont Emmanuel Macron. J'y rencontre aussi de grands talents, très fidèles, tel Alexandre Bompard [aujourd'hui patron de Carrefour, NDLR]. Avec Emmanuel, nous avons tissé de très bonnes relations personnelles: nous avons les mêmes goûts en matière d'histoire, de littérature, de foot... En plus, c'était un bon vivant: le soir, nous partageons souvent un bon verre de whisky. Quand je suis devenu ministre de Nicolas Sarkozy, il m'a fait comprendre que ce n'était pas le meilleur des choix. Il était alors plus à gauche que moi! Il est néanmoins venu me consulter: il hésitait entre le Trésor et la banque. Je lui ai dit: « Si tu veux faire de la politique, il vaut mieux que tu ailles dans le privé. »

Vous l'avez ensuite présenté à François Hollande.

Oui. Quand, en 2011, on apprend que DSK ne va pas être candidat, j'oriente Emmanuel Macron vers François, dont il organise la campagne économique dans son lieu préféré, La Rotonde. Ensuite, je conseille au président de le prendre à l'Élysée, où il entre comme secrétaire général adjoint. En tant qu'ex-ministre de Nicolas Sarkozy, j'étais alors, comme l'a dit drôlement Laurent Fabius, en « phase de décontamination » à la Caisse des Dépôts. Ensuite, quand je deviens secrétaire général de l'Élysée, Macron quitte l'équipe car, m'explique-t-il, nos profils se ressemblent trop! Mais, en 2014, quand il a fallu remplacer le frondeur Arnaud Montebourg, j'ai plaidé auprès de Valls et de Hollande pour qu'on nomme Macron ministre de l'Économie. Mon affection s'est manifestée par mon sourire lorsque j'annonçais la composition du gouvernement sur le perron de l'Élysée. Tout est allé très bien jusqu'en 2016...

... Quand il crée En Marche!

Oui, mais même alors, je pense qu'Emmanuel va rester au gouvernement. Un week-end de la fin août 2016, il m'explique: « Ne t'inquiète pas, Jean-Pierre, je vais parler avec François, ça va s'arranger. » Candidat, je raconte ça au président. Mais le mardi, il démissionne! Lorsqu'il annonce ensuite sa candidature, il coupe les ponts avec moi.

Vous écrivez: « Je suis passé en 24 heures du statut de mentor à celui d'infréquentable! » On sent chez vous une double déception, amicale... mais aussi politique.

C'est vrai, il y a d'abord une blessure affective. Parce que je suis quelqu'un pour qui les relations personnelles sont fondamentales,

plus importantes que tout ce qui est idéologique ou partisan. Je n'ai d'ailleurs jamais été affilié à un parti. Et puis, c'est vrai, il y a aussi dans cette incroyable histoire une dimension politique. Je ne m'attendais pas du tout à ce que Macron rejette l'héritage de François Hollande, à ce qu'il tue à ce point son père en politique! Je pensais que Macron gouvernerait en social-démocrate, au centre gauche. Or sa politique est encore plus libérale que celle du gouvernement Sarkozy! Je n'en suis toujours pas revenu.

Macron mène-t-il une politique de droite par opportunisme électoral, ou par conviction?

Je ne sais plus ce qu'il pense. Je l'ai connu plus à gauche que moi et – même après les « gilets jaunes » –, il droitise sa politique. Il demande conseil très régulièrement à Nicolas Sarkozy! Et ce n'est pas anodin que Camille Pascal, pilier de la pensée sarkozyste, devienne principal conseiller et plume du Premier ministre, Jean Castex, dont le passage à l'Élysée n'a pas laissé de souvenirs à beaucoup de monde...

Pourtant, Emmanuel Macron a lui-même laissé entendre à chaque crise qu'il allait vers plus de justice sociale.

Au contraire, il se nourrit d'un imaginaire de droite. Malgré les centaines de milliards d'argent public annoncés depuis le printemps, les difficultés demeurent, surtout pour les plus défavorisés. Macron représente plus aujourd'hui une droite des affaires qu'une droite populaire. Il n'est pas suffisamment près des gens. Je l'ai constaté dans mon bar-tabac, à côté de Giverny: les premiers jours, je me faisais recevoir par le silence, et ensuite par la réprobation. Maintenant, je n'ose même plus y prononcer le nom de Macron!

Les macronistes pourraient vous rétorquer qu'il vise le dépassement du clivage droite-gauche... comme vous l'avez fait en travaillant avec Sarkozy.

Oui, mais là, il n'est même plus centriste. Après toutes les leçons qu'il a données aux uns et aux autres. Il a promis le nouveau monde, mais quelles réformes a-t-il réellement faites, à part celle de l'assurance-chômage et la suppression de l'ISF? Il a perdu deux ans et demi avec le projet de réforme des retraites, sans être capable de trouver une ligne directrice. Le premier à avoir été concret sur les retraites puis sur la crise du Covid, c'est Edouard Philippe! Et en plus, il est normand, ce qui ne gâche rien... Je lui vois un avenir certain en politique.

Regrettez-vous d'avoir joué ce jeu d'ouverture avec Sarkozy?

Non. J'ai pu y mener à bien la dernière présidence française de l'Union européenne. Par ailleurs, je ne renie ni le soutien aux entreprises françaises de Nicolas Sarkozy ni sa gestion efficace de la crise financière de 2008. C'est d'ailleurs une équipe où je me ➤



▲ Octobre 2008. Jean-Pierre Jouyet a rejoint le gouvernement Sarkozy l'an passé. « Je ne renie ni son soutien aux entreprises ni sa gestion efficace de la crise financière », dit-il.

suis fait des amis : Xavier Bertrand, Rachida Dati, Laurent Solly, Valérie Pécresse...

Jacques Chirac aussi vous appréciait. On apprend même dans votre livre qu'il vous a confié une mission discrète...

Oui, en tant que directeur du Trésor, j'accompagnais régulièrement le président Chirac au Conseil européen. Je faisais mon possible, comme avec les autres, pour qu'il ne fasse pas de gaffe, qu'il ne se prononce jamais sur la valeur de l'euro ! Il m'a, à cette époque, demandé de faire le tour du monde pour convaincre les différents gouvernements créanciers d'effacer la dette du Liban. Trois mois encore avant l'élection de 2007, il m'a demandé de retourner à Beyrouth pour continuer à m'occuper de la dette libanaise ! Ce que j'ai fait. Il avait raison, car le Liban est une pièce essentielle de l'influence française au Moyen-Orient et de la stabilité de la région. Macron, qui depuis deux mois se voit gouverneur du Liban, ne s'en était pas beaucoup occupé auparavant.

La relation indéfectible entre vous et François Hollande a joué un rôle déterminant dans vos vies... mais aussi dans le destin du pays ! Au sortir de l'ENA, alors qu'il est mieux classé que vous, il vous laisse la dernière place à l'inspection des Finances en choisissant la Cour des Comptes. Et en 2008, vous démissionnez de façon inattendue du gouvernement Fillon...

J'ai démissionné du gouvernement Fillon pour privilégier mon amitié avec François. Je ne voulais pas perdre son affection.

Comme « ami de quarante ans », vous avez pu observer les interférences entre la vie privée et la carrière politique du président Hollande.

Pas vraiment. François Hollande est d'une intelligence ravageuse ; c'est l'homme le plus brillant que j'aie jamais rencontré ! Mais il est

d'une extrême pudeur sur sa vie privée. Même à moi, il n'en parlait jamais... contrairement à ce que croyait Ségolène. La seule fois où nous avons eu ce genre de conversation, c'est en juin 2012, à l'occasion du tweet de Valérie Trierweiler qui appelait à battre Ségolène Royal – officiellement investie par le PS – à La Rochelle. Je lui ai dit : « C'est une faute politique grave, tu ne peux pas la laisser passer. » Il m'a écouté... à sa façon.

Pourquoi, selon vous, n'a-t-il pas été en mesure de se représenter en 2017 ?

Je crois qu'il a commis deux erreurs qui lui ont coûté très cher. Peser pour l'organisation d'une primaire à gauche alors qu'il était le candidat sortant naturel. Ce mode de désignation a fait de lui une cible pour tous les frondeurs de son camp et ne lui laissait aucune chance. Et ensuite, il y a eu ce livre, « Un président ne devrait pas dire ça... », qui devait refléter son bilan et qui est devenu un bouquin à charge. On connaît la suite !

Vous faites une remarque surprenante sur Ségolène Royal. Vous rappelez qu'en 1988 elle a choisi la politique... pour rester près de François !

Oui, à l'ENA, Ségolène ne faisait pas de politique. Ni dans notre « Club des cinq » de gauche [avec François Hollande, Michel Sapin, Jean-Maurice Ripert et Bernard Cottin] ni à la création du Carena [comité d'action pour une réforme démocratique de l'ENA]. Elle m'explique ensuite qu'elle se présente à Melle, dans les Deux-Sèvres, parce qu'elle ne veut pas que François soit le seul à mener cette vie-là, que cela les éloigne. Nous nous sommes rendu compte, rétrospectivement, que nous ne prenions pas Ségolène assez au sérieux ! A tort. Je l'ai compris en 1984 : alors que je m'occupe de la législation fiscale, elle me fait venir à l'Élysée pour inventer la « loi Coluche » qui permet d'appliquer une déduction fiscale aux Restos du Cœur.

Vous décrivez le fonctionnement du pouvoir, que vous surnommez le « petit Paris ». Comment ça marche ?

Dans mon livre, j'explique qu'on vit encore sous une forme de monarchie républicaine, qui rappelle l'Ancien Régime. Il faut distinguer trois cercles distincts dans ce « petit Paris ». Il y a nous : « les Intendants », que certains appellent aujourd'hui l'Etat profond. Ce sont les directeurs d'administration centrale des grands ministères : Trésor, Budget, police nationale, Défense, Affaires étrangères... Ensuite, il y a « le Tiers-Etat » : l'ensemble bourgeois du monde parisien, « le Siècle » [le club] qui regroupe les figures des

—
**"J'ACCOMPAGNAIS RÉGULIÈREMENT
 LE PRÉSIDENT CHIRAC AU CONSEIL EUROPÉEN.
 JE FAISAIS MON POSSIBLE POUR
 QU'IL NE FASSE PAS DE GAFFE."**

—
**"EMMANUEL MACRON S'ÉTAIT
 ENGAGÉ À MODERNISER L'ÉTAT. IL N'A RIEN
 ENTREPRIS D'AMBITIEUX."**

affaires, de la presse, de l'édition, du droit. Enfin, il y a « la Cour », où l'on peut croiser certaines personnalités éminentes, notamment lors des cérémonies de remise de décorations. Il faut reconnaître que celle du président est très éclectique : elle va de Line Renaud à Michel Houellebecq, sans oublier Fabrice Luchini, Serge Weinberg, l'avocat Jean-Michel Darrois ou bien sûr Bernard Arnault... Mais tout ne se mélange pas : les Intendants, vous les voyez rarement à la Cour...

Justement, Macron dénonce le pouvoir indu de « l'Etat profond », la haute technocratie qui, dit-il, résiste à ses volontés réformatrices.

Le quinquennat a accru la latence entre l'impulsion politique et l'application administrative. Administration et Parlement continuent à fonctionner comme sous le septennat. Il faut plus de deux ans pour que la loi Pacte soit appliquée aux entreprises. Il faut dire aussi que, hormis à l'Intérieur, les ministres ne s'occupent pas assez de la vie administrative : celle des agents comme celle des citoyens. Que ce soit aux Finances, au Quai-d'Orsay, à la Défense... personne ne s'occupe de savoir comment fonctionne l'administration fiscale à Pont-Audemer ou combien de kilomètres les gens doivent faire pour remplir n'importe quel formulaire !

Comprenez-vous le niveau d'exaspération, de défiance des Français – qui s'est notamment exprimé à travers les « gilets jaunes » – à l'égard de cette nomenclature qui fonctionne en vase clos ?



Je comprends tout à fait cette exaspération. Un nombre grandissant de Français se sentent exclus. Ils ont le sentiment que l'Etat s'éloigne. Les citoyens qui ne maîtrisent pas les outils numériques ou ceux qui vivent dans des zones blanches n'ont plus accès aux services publics. Ils doivent parcourir des dizaines de kilomètres pour trouver la préfecture ou la perception. Leur ressentiment ne fait que croître. En matière d'exaspération, le nouveau monde a dépassé l'ancien.

Vous faites un mea culpa sur la réforme de l'Etat qui n'a jamais abouti...

Il est vrai que, depuis trente ans, aucun gouvernement ne s'est attaqué à la simplification et à la refonte de notre fonction publique. A titre personnel, c'est ce que je regrette le plus dans ma carrière. Si on m'avait demandé de m'occuper de la réforme de l'Etat, je l'aurais fait. Mais il aurait fallu que je sois rattaché au président ou au Premier ministre. Les ministres de la Fonction publique n'ont pas assez de pouvoir pour réussir. Emmanuel Macron s'était engagé à moderniser l'Etat. Il n'a rien entrepris d'ambitieux.

Pourquoi aucun président n'a-t-il le courage de s'y attaquer ?

Les présidents de la République ne font pas assez confiance aux fonctionnaires. Pour être efficace, notre administration doit gagner en autonomie. En France, tout est interdit, sauf ce qui est expressément écrit dans la loi ! Au Royaume-Uni, c'est l'inverse, tout est autorisé sauf ce qui est interdit. Cela fait une grande différence. Nous l'avons encore constaté à l'occasion de la crise sanitaire. La société civile est tétanisée face à un Etat ultra-centralisé et très normatif. Quand j'étais secrétaire général de l'Élysée, des entreprises m'appelaient pour interpréter des règles fiscales et régler leurs problèmes. Je devais me battre avec le directeur général des Impôts pour faire recevoir des chefs d'entreprise qui souhaitaient simplement comprendre les règles !

Vous regrettez aussi les attermolements de la décentralisation ?

C'est encore un effet de l'Ancien Régime et de la centralisation monarchique. Nous devrions être davantage girondins que jacobins. Je suis pour le maintien des départements, qui garantissent la proximité. Aujourd'hui, le gouvernement, forcé par la crise sanitaire, essaie de décentraliser. Mais on constate chaque jour à quel point cette démarche est improvisée et difficile. J'ai rencontré récemment un président de conseil départemental qui m'a expliqué que l'on avait interdit à un laboratoire public d'analyses médicales dépendant de son département d'effectuer des tests Covid. C'est une absurdité caractéristique de notre administration centralisée qui ne fait pas confiance à l'échelon local.

Dans votre livre, vous décrivez l'inspection des Finances comme un « bureau de placement » qui gère les carrières de ses membres. Faut-il en finir avec les grands corps ?

Ils ont rendu d'immenses services à la France. C'est ce que j'avais dit à François Hollande qui souhaitait des changements profonds dans la haute fonction publique. Après réflexion, je crois qu'il faudrait envoyer davantage de jeunes sortant des

« Juin 2016. Le secrétaire général de l'Élysée travaillait aux côtés de son camarade de l'ENA François Hollande.

grandes écoles sur le terrain. Dans ce contexte, supprimons dans leur forme actuelle tous les grands corps ! Pas seulement l'inspection des Finances, comme le propose le rapport commandé par l'Élysée. Parce que Emmanuel Macron a trouvé très chic de faire disparaître le corps dont il est issu pour envoyer un signal aux « gilets jaunes ». Il est donc paradoxal de ➤



◀ Octobre 1992. Avec Jean-Yves Le Drian, Jacques Delors et François Hollande à Lorient pour la Conférence Démocratie 2000.

Aujourd'hui, le grand marché est fort critiqué. Faut-il revenir au protectionnisme aux frontières de l'Europe?

L'Europe ne protège pas assez ses intérêts industriels et son modèle social. Mais l'actuelle Commission est la meilleure que nous ayons eue depuis celle de Jacques Delors. La présidente, Ursula von der Leyen, est remarquable. Je considère que la crise économique due à la pandémie a été résolue par trois femmes: Angela Merkel, Ursula von der Leyen et Christine Lagarde. Il faut poursuivre dans cette voie et défendre nos normes sociales et environnementales contre la concurrence déloyale.

➔ voir le président traiter les énarques de rentiers. Je n'ai jamais été rentier. J'ai servi l'Etat pendant quarante ans et j'en ai été très heureux. Je me suis attaché dans toute ma carrière à promouvoir les jeunes les plus talentueux. A commencer par Emmanuel Macron! ***Vous appartenez à la célèbre promotion Voltaire dont est issu François Hollande. Cette promo a-t-elle trusté les meilleurs postes, comme on l'en a parfois accusée?***

Pas plus qu'une autre. Avec François Hollande et le « Club des cinq », nous sommes restés des amis très soudés. Il ne faut pas y voir le moindre complot. C'est à l'ENA que je me suis fait le plus d'amis, bien plus qu'à Sciences-Po, où les cercles étaient beaucoup plus fermés.

Faut-il supprimer les grandes écoles?

Dans ce cas, il faut développer de grandes universités, sinon nous souffrirons dans la compétition internationale. En Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, les élites sortent aussi des mêmes promotions universitaires. En France, l'université, hormis quelques remarquables exceptions, est le parent pauvre du système éducatif. Qu'a fait la ministre de l'Enseignement supérieur depuis 2017? Il faudrait un seul ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.

Vous critiquez aussi la gestion de la crise sanitaire. Mais les gouvernements précédents n'ont-ils pas une part de responsabilité dans les pénuries constatées de masques et de tests?

La dernière ministre de la Santé à avoir consacré des crédits importants à la prévention des pandémies est Roselyne Bachelot. Et on lui a vertement reproché d'avoir stocké des masques et des vaccins contre le virus H1N1. Depuis la fin du mandat de Nicolas Sarkozy, personne ne s'en est plus occupé. L'actuel directeur de la Santé et le conseiller social du président oeuvraient dans les cabinets ministériels sous le mandat de François Hollande. Et comme secrétaire général de l'Elysée, je n'ai jamais vu remonter une note sur les masques.

Ancien directeur de cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne, vous êtes un européen convaincu.

La gauche française, dont vous avez côtoyé tous les grands responsables comme directeur adjoint du cabinet de Lionel Jospin à Matignon, peut-elle revenir au pouvoir?

Je ne suis pas très optimiste. Elle ne peut renaître que si elle est unie et incarnée. Bien sûr, son projet doit évoluer et prendre en compte la nouvelle dimension environnementale, mais sans être soumis aux Verts les plus radicaux. Il faut trouver un candidat social-démocrate.

François Hollande?

Il sera de toute façon présent dans cette campagne. Tout dépendra des circonstances et de la recomposition politique qui aura lieu – ou pas – à gauche.

Comment fait-on rêver sur la social-démocratie?

Il faut que la social-démocratie protège nos intérêts. Nous devons éviter des catastrophes comme celle de la fermeture de l'usine Bridgestone en conditionnant les aides de l'Etat. Il faut peut-être changer de nom...

La social-écologie?

L'essentiel est de rassembler toute la gauche et au-delà! Car être de gauche ne consiste pas pour moi à s'en prendre aux sapins de Noël et au Tour de France. On a connu des débats de société plus ambitieux sur la peine de mort, la contraception, l'avortement, le mariage pour tous... Revenons aux enjeux importants sur le modèle de croissance futur.

Comment voyez-vous l'élection présidentielle de 2022?

Compte tenu des taux d'abstention constatés lors des dernières municipales, de la défiance de l'opinion à l'égard du personnel politique et de la division de tous les partis, il me semble que cette élection reste incertaine. L'électorat risque de se fragmenter comme en 2002. Tous les dirigeants, qu'ils soient de droite ou de gauche, devraient mesurer ce risque et agir dans l'intérêt de la France. ■